



COMMUNE DE JOUY-LE-CHATEL
(77970)

**Demande d'examen au cas par cas
préalable à la réalisation d'une
évaluation environnementale pour le
zonage d'assainissement de Jouy-le-
Châtel**

Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du
Code Général des Collectivités Territoriales*

Rapport

01639971 | Décembre 2018 | v2



Bâtiment Octopus
11 rue Georges Charpak
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : TMJ

Responsable d'affaire : DIB

N°affaire : 01639971

Fichier : 39971_RAP_Ph1-Cas-par-cas_v2.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
1	Août 2018	YJF		31	
2	Décembre 2018	YJF		31	

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES	7
2	QUESTIONNAIRE	9
2.1	Questions générales de contexte.....	9
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	9
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 10	
2.2	Questions spécifiques	16
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	16
2.2.2	Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement	18
2.2.3	Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement	20
2.3	Auto-évaluation (Facultatif).....	21

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Périmètres de protection autour du captage de Pécy (Source : Agence Régionale de Santé)	11
Figure 2 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	12
Figure 3 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	13
Figure 4 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	15
Annexe 1 Cartes des projets de zonages eaux usées et eaux pluviales	25
Annexe 2 : Cartes des zonages eaux usées et eaux pluviales en vigueur	29

1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE². Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
 - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
 - de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

2 QUESTIONNAIRE

La présente demande au cas par cas concerne les zonages eaux usées et eaux pluviales de la commune de Jouy-le-Châtel. Ces derniers, approuvés en 2005 suite à l'enquête publique associée, ont fait l'objet d'une actualisation finalisée en 2018.

2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

L'étude de schéma directeur d'assainissement de 2000 a permis d'élaborer un premier projet de zonage. Ce dernier a été adapté puis approuvé en 2005. La collectivité a ensuite souhaité son actualisation, finalisée en 2018, qui est à l'origine des projets de zonages proposés dans le présent document.

2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement

Oui.

• Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?

Les cartes des zonages eaux usées et eaux pluviales approuvées en 2005 sont disponibles en **annexe**.

• Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?

Le zonage eaux usées actuellement en vigueur n'est pas viable d'un point de vue technico-économique.

• Quelle est la date d'approbation du précédent ?

Le zonage actuellement en vigueur a été approuvé en avril 2005 suite à enquête publique.

3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?

Le PLU communal est en cours d'élaboration.

4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale³ ?

Le PLU communal est en cours d'élaboration.

L'instruction pour la demande d'examen au cas par cas est en cours.

³ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

- 5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?**

Oui.

Si non, pourquoi ?

Sans objet.

Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?

Le principe de « Zéro Rejet » est appliqué conformément aux préconisations du SyAGE

- 6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?**

Non

Si non, pourquoi ?

Les prescriptions du volet pluvial du zonage d'assainissement préconisent la gestion des pluies courantes sources de pollution à la parcelle.

- 7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?**

Le réseau de la commune est unitaire à 74%.

- 8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?**

Il n'y a pas d'ouvrage de rétention des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage.

- 9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)**

La présente révision concerne le changement du mode d'assainissement de zones déjà définies. Aucune extension n'est envisagée.

2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

- 10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?**

Non

11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ? Non

D'une zone conchylicole ? Non

D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? La commune de Jouy-le-Chatel est concernée à ce jour par les périmètres de protection établis autour du captage d'eau potable de la commune de Pécy, comme l'indique la figure ci-dessous.

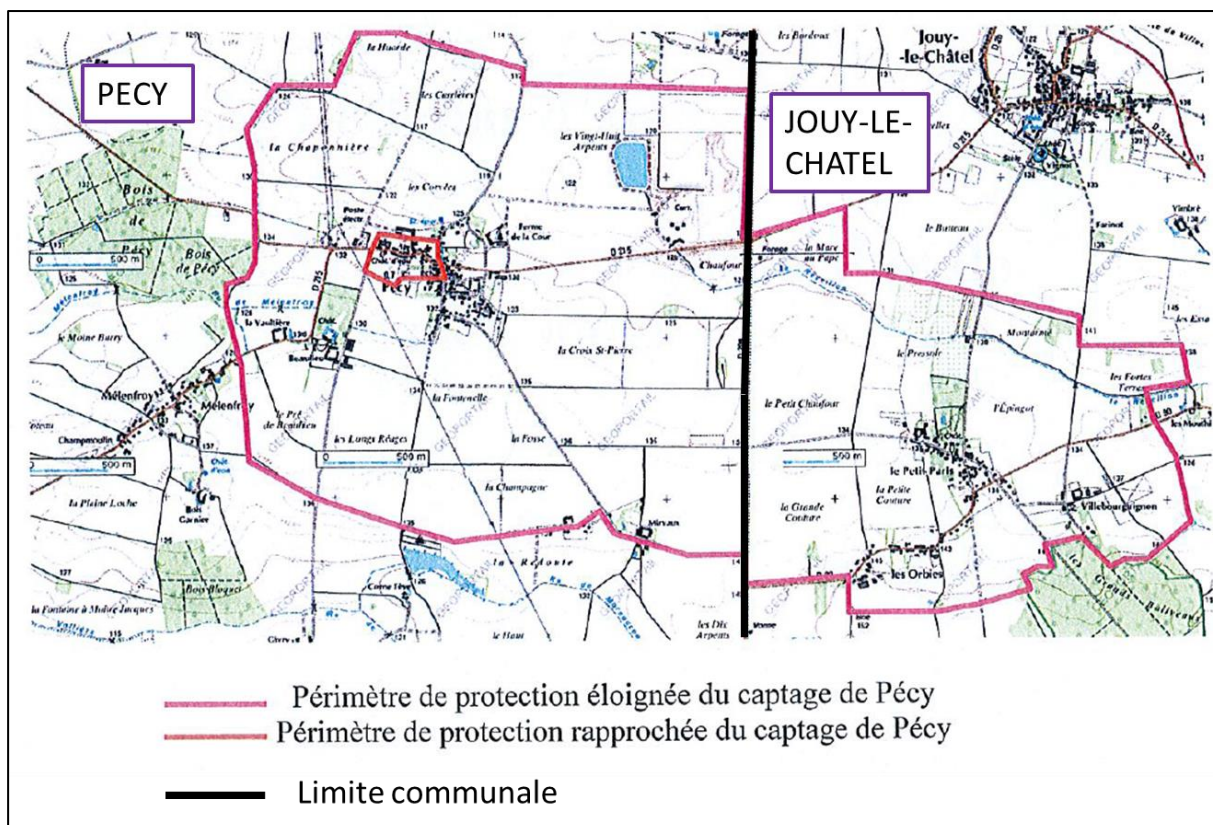


Figure 1 : Périmètres de protection autour du captage de Pécy (Source : Agence Régionale de Santé)

D'un périmètre de protection des risques d'inondations ? Non

12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? La commune fait partie du territoire du SAGE de l'Yerres approuvé par arrêté interpréfectoral le 13 octobre 2011.

Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ? Il n'existe pas de DTA en Seine-et-Marne.

Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ? Le SCoT du Grand Provinois est en cours d'élaboration.

Autres ? Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

13) Le territoire dispose-t-il ?

De cours d'eau de première catégorie piscicole ? Non

Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ? Non

14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?

Natura 2000 ? Non

ZNIEFF de type 1 ? La ZNIEFF n°110001189 « Forêt Domaniale de Jouy »

ZNIEFF de type 2 ? Non

Zone humide ? Les données de la DRIEE indiquent des zones humides de classe 2 et classe 3 sur le territoire communal (cf. carte ci-après).

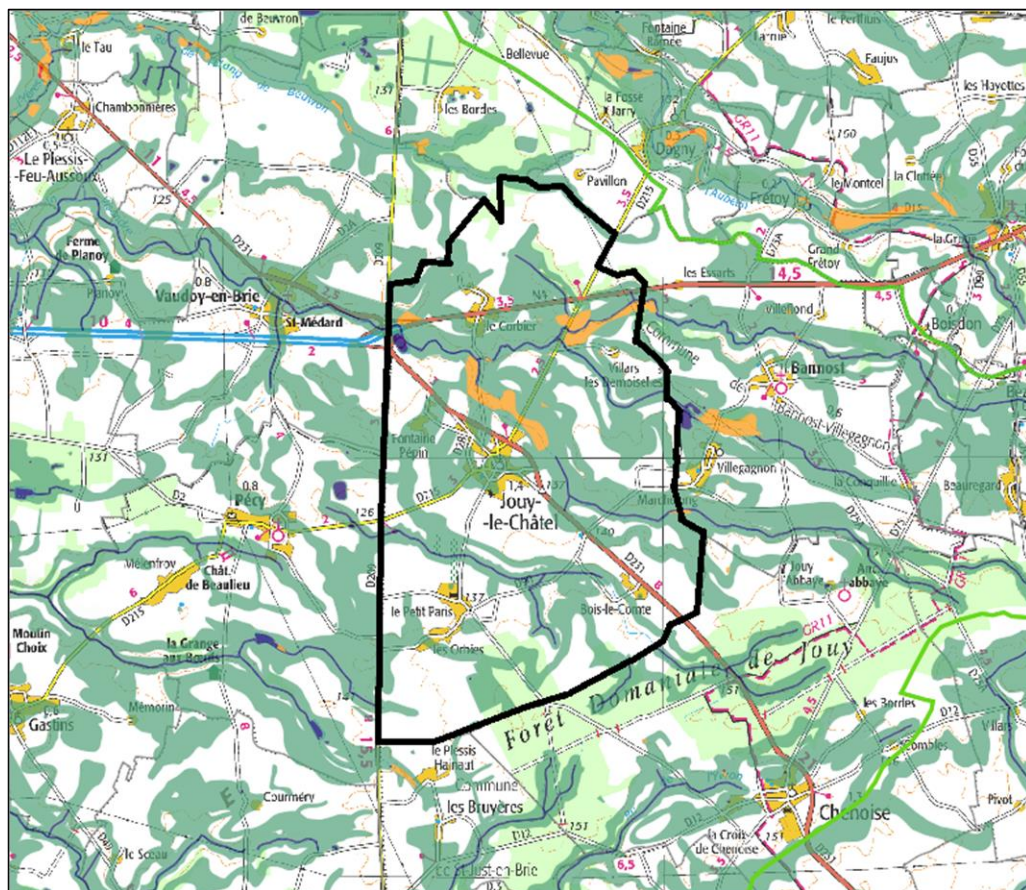


Figure 2 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)

Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence de boisements (dont la Forêt de Jouy qui est une ZNIEFF de type 1) reliés par un corridor à fonctionnalité réduite.

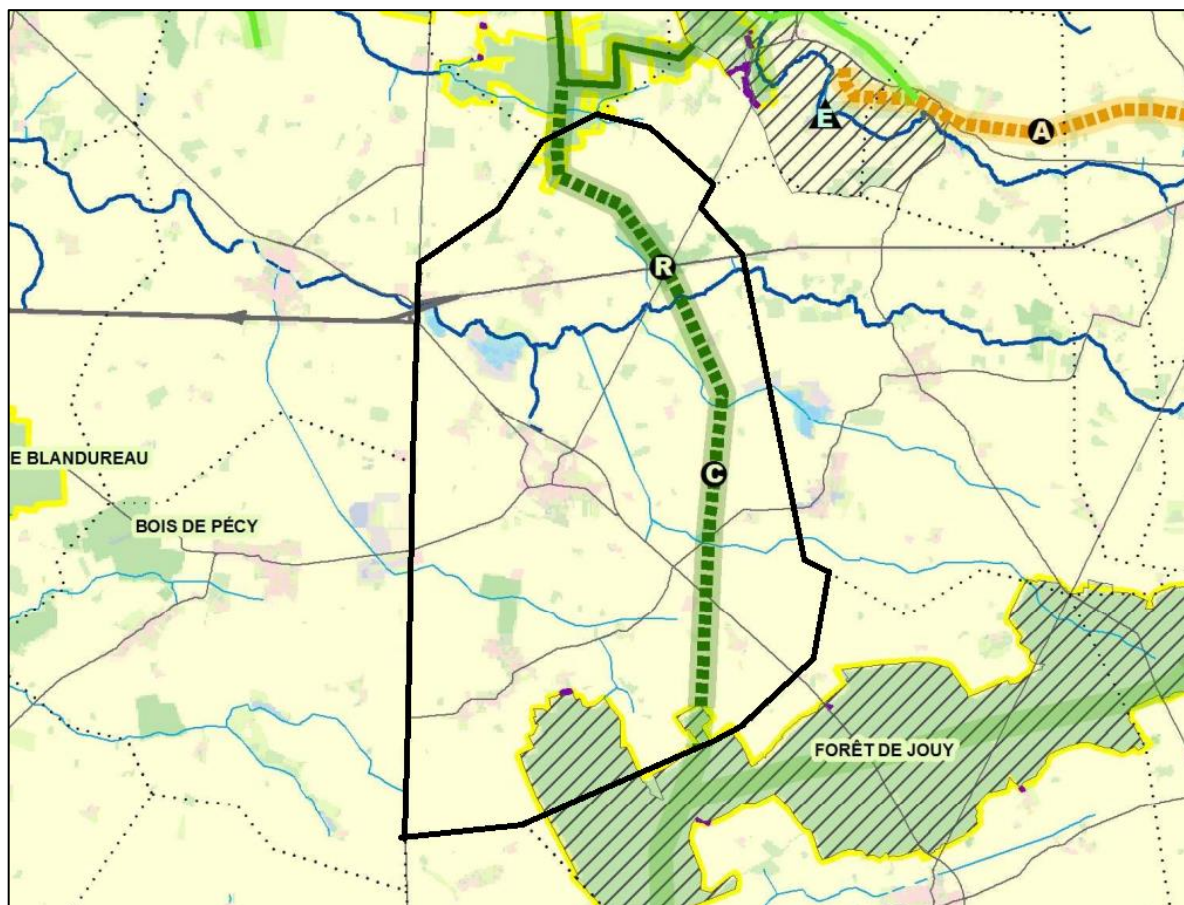




Figure 3 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

Présence connue d'espèces protégées ? Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Jouy-le-Châtel. Ces espèces sont listées ci-après :

Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France

VU

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lemna gibba</i> L., 1753	Lentille d'eau bossue, Canillée	2012	
<i>Platanthera bifolia</i> (L.) Rich., 1817	Platanthère à deux feuilles, Platanthère à fleurs blanches	2012	

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)

Annexe II

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L.) Rich., 1817	Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide	2016	

Annexe V

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2017	

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L.) Rich., 1817	Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide	2016	
<i>Dactylorhiza maculata</i> (L.) Soó, 1962	Orchis tacheté, Orchis maculé	2016	
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2012	
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.) Spreng., 1826	Orchis bouc, Himantoglosse à odeur de bouc	2014	
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2017	
<i>Ophrys apifera</i> Huds., 1762	Ophrys abeille	2013	
<i>Ophrys insectifera</i> L., 1753	Ophrys mouche	1997	
<i>Orchis purpurea</i> Huds., 1762	Orchis pourpre, Grivollée	2014	
<i>Platanthera bifolia</i> (L.) Rich., 1817	Platanthère à deux feuilles, Platanthère à fleurs blanches	2012	

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2017	➤
<i>Dioscorea communis</i> (L.) Caddick & Wilkin, 2002	Sceau de Notre Dame	2014	➤
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2017	➤
<i>Loncomelos pyrenaicus</i> (L.) Hrouda, 1988	Ornithogale des Pyrénées	2014	➤
<i>Loncomelos pyrenaicus</i> subsp. <i>pyrenaicus</i> (L.) Hrouda, 1988		2014	➤
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2017	➤
<i>Taxus baccata</i> L., 1753	If à baies	1997	➤
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2014	➤
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2014	➤

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	1995	➤
<i>Zannichellia palustris</i> subsp. <i>palustris</i> L., 1753	Alguette	1995	➤

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Catégorie 1-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Trifolium subterraneum</i> L., 1753	Trèfle semeur, Trèfle souterrain, Trèfle enterreur	1883	➤
<i>Trifolium subterraneum</i> subsp. <i>subterraneum</i> L., 1753	Trèfle enterreur	1883	➤

Catégorie 3-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	1995	➤
<i>Zannichellia palustris</i> subsp. <i>palustris</i> L., 1753	Alguette	1995	➤

Figure 4 : Liste des espèces protégées
(Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

Autres ? N.C.

15) Quel est le niveau de qualité⁴ des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?

D'après les données indiquées dans le SDAGE 2016-2021, le ru de la Visandre (code FRHR100-F4710600) a pour objectif l'atteinte du bon état global d'ici à 2027. La dérogation, basée sur des raisons économique, technique et naturelle, concerne l'état écologique qui est dégradé par la présence de nutriments, de pesticides et de nitrates.

16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

La surface urbanisée n'augmentera pas de façon significative à l'horizon du PLU, les orientations privilégiant la densification des zones bâties.

⁴ L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>

17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Oui. L'étude de Schéma Directeur d'Assainissement finalisée en 2000 comprenait la réalisation d'études de sols qui ont permis d'établir des cartes d'aptitude des sols à l'infiltration.

2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

a) Caractéristiques du zonage et contexte

1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Il n'y a pas eu d'adaptations à l'origine de la révision du zonage.

2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Le SDA de la commune a été finalisé en 2000.

Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ?

Voir ci-dessus.

3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

Les contrôles des systèmes d'assainissement non collectifs sont réalisés depuis 2006 par la Communauté de Commune du Provençois.

Les non conformités ont-elles été levées ?

Non.

Sont-elles en cours ?

Oui.

4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Non.

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?

Sans objet.

6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 07 mars 2012 et fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) les eaux usées traitées sont prioritairement infiltrées à la parcelle, quand la perméabilité du sol est comprise entre 30 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas cette condition, les eaux usées traitées seront drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

Lors des mesures d'efficacité réalisées par le SATESE en Septembre 2016, la STEP était en surcharge hydraulique avec un coefficient de charge hydraulique de 127% en temps sec. Cette surcharge n'est toutefois pas dramatique étant donné que le débit de pointe d'alimentation est très bien maîtrisé.

La charge de pollution est inférieure à la charge nominale de la STEP (600 EH)

Par temps sec ? Oui.

Par temps de pluie ? N.C.

De façon saisonnière ? Le système d'assainissement étant sensible aux introductions d'Eaux Claires Parasites Permanentes, la station est également susceptible d'être en surcharge durant les périodes de nappe haute.

8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?

Le délégataire possède des équipements de rechange en cas de dysfonctionnement d'un composant de la station d'épuration. Il est également disposé à obtenir un groupe électrogène rapidement en cas de coupure électrique.

9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

La révision du zonage ne prévoit pas d'éléments pouvant améliorer les performances du système de collecte et réduire les consommations énergétiques des équipements.

La reconstruction de la STEP est prévue : une réflexion pour limiter la consommation d'énergie pourra être apportée à cette occasion.

Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? Sans objet.

Autres ? Sans objet.

2.2.2 Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

a) Caractéristiques du zonage et contexte

1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :

Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? Oui (voir question n°3 ci-dessous)

De ruissellement ? Oui (voir question n°3 ci-dessous)

De maîtrise de débit ? Oui (voir question n°3 ci-dessous)

D'imperméabilisation des sols ? Une imperméabilisation supplémentaire des sols entraînera une augmentation de la surface active et donc du ruissellement supplémentaire.

2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Non.

3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

Le secteur situé au Sud du bourg, en amont de la zone agglomérée du bourg (amont du château Vignot) compris entre la route RD231 et la voie communale menant au Petit-Paris, et correspondant à des terres de cultures et au parc du château, est situé sur des sols de nature argileuse, d'où :

- une mauvaise capacité des sols à l'infiltration des eaux pluviales ;
- une augmentation des ruissellements de surface par une saturation rapide des sols ;
- une aggravation des phénomènes liés aux précipitations.

Si oui, fournir si possible une carte.

La carte de projet de zonage des eaux pluviales montre le secteur décrit ci-dessus (« Zone rurale propice au ruissellement des eaux pluviales ») pour lequel une prescription spécifique a été définie.

4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?

Non

Si oui, fournir si possible une carte. Sans objet.

5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

Des préconisations ont été faites dans le projet de zonage eaux pluviales qui concerne la présente demande au cas par cas.

Si oui, lesquelles ?

Dans le secteur mentionné à la question 3), il est fortement préconisé d'améliorer la situation actuelle, en limitant le ruissellement via la mise en œuvre des pratiques agricoles qui ne favorisent pas l'écoulement des eaux vers l'aval et/ou des techniques de rétention des eaux pluviales (bassin de rétention, noues, fossés, etc.).

6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Non.

7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Non

9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Les tableaux ci-dessous indiquent les arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles liées aux inondations sur la commune de Jouy-le-Châtel.

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF19990284	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue : 5				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF19830443	08/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
77PREF20170615	08/05/1988	09/05/1988	02/08/1988	13/08/1988
77PREF19940073	24/07/1994	24/07/1994	06/12/1994	17/12/1994
77PREF20160707	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
77PREF20180090	15/01/2018	05/02/2018	09/03/2018	10/03/2018

10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?

Voir 9).

11) Votre territoire fait-il parti :

D'un SAGE en déficit d'eau ?

Le bassin versant de l'Yerres est régulièrement concerné par des arrêtés sécheresse pour les principaux affluents de l'Yerres.

A noter également que la nappe de Champigny, qui compose avec la nappe de Brie les eaux souterraines du bassin versant, est très vulnérable aux déficits pluviométriques hivernaux.

D'une zone de répartition des eaux ?

La commune de Jouy-le-Châtel est incluse dans le périmètre de la zone de répartition des eaux de la nappe du Champigny, en application de l'arrêté de 2009 du bassin Seine Normandie.

Cette nappe fait l'objet d'une surveillance accrue, compte tenu de sa grande fragilité et de son importante exploitation.

2.2.3 Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

a) Caractéristiques du zone et contexte

1) Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?

Oui.

2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?

Non.

Des prescriptions ont-elles été proposées ?

Sans objet.

Si oui, lesquelles ?

Sans objet.

3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Non

Si oui, lesquels et pour quel objectif ? Sans objet

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ? Sans objet.

2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)

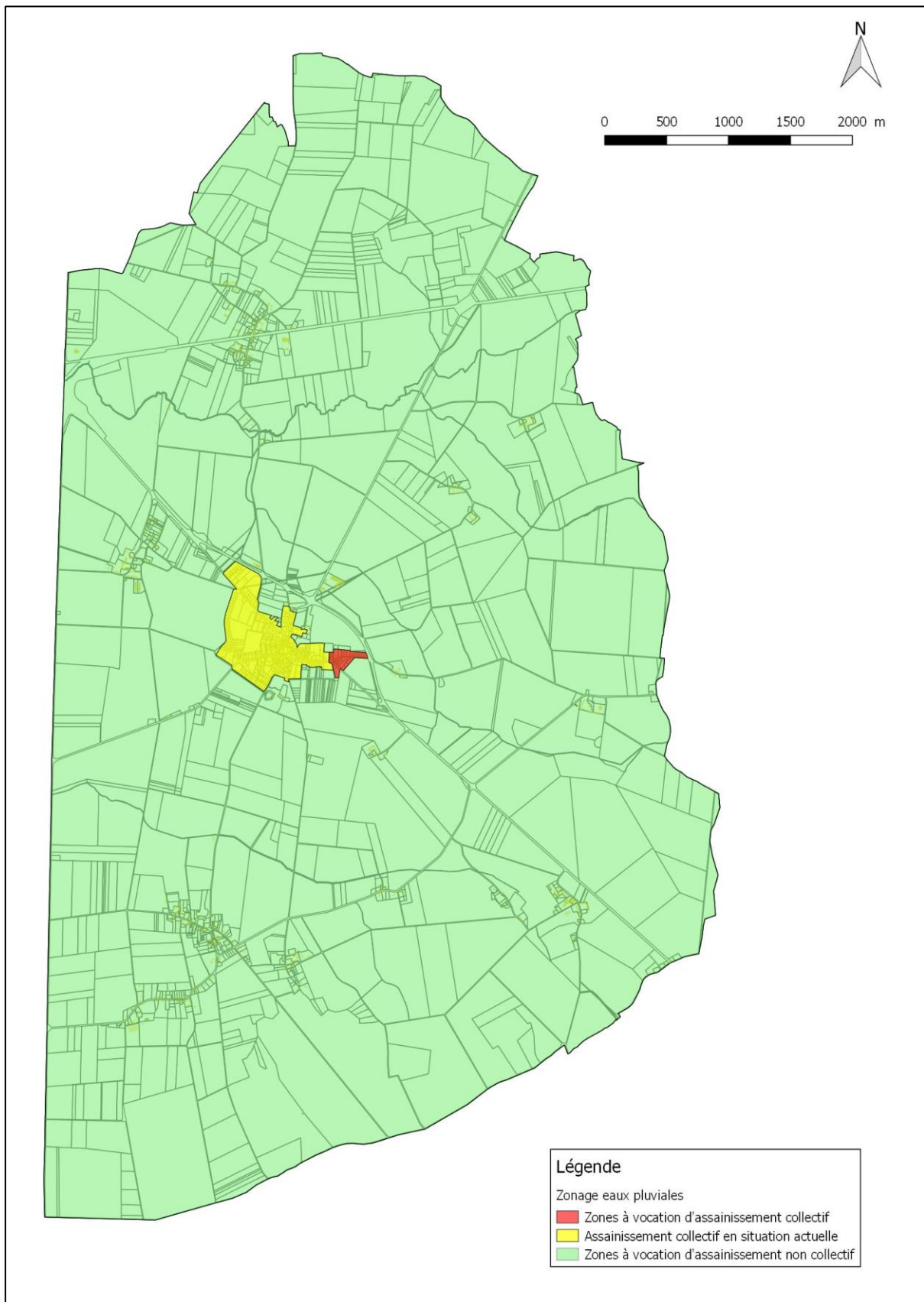
- 5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.**



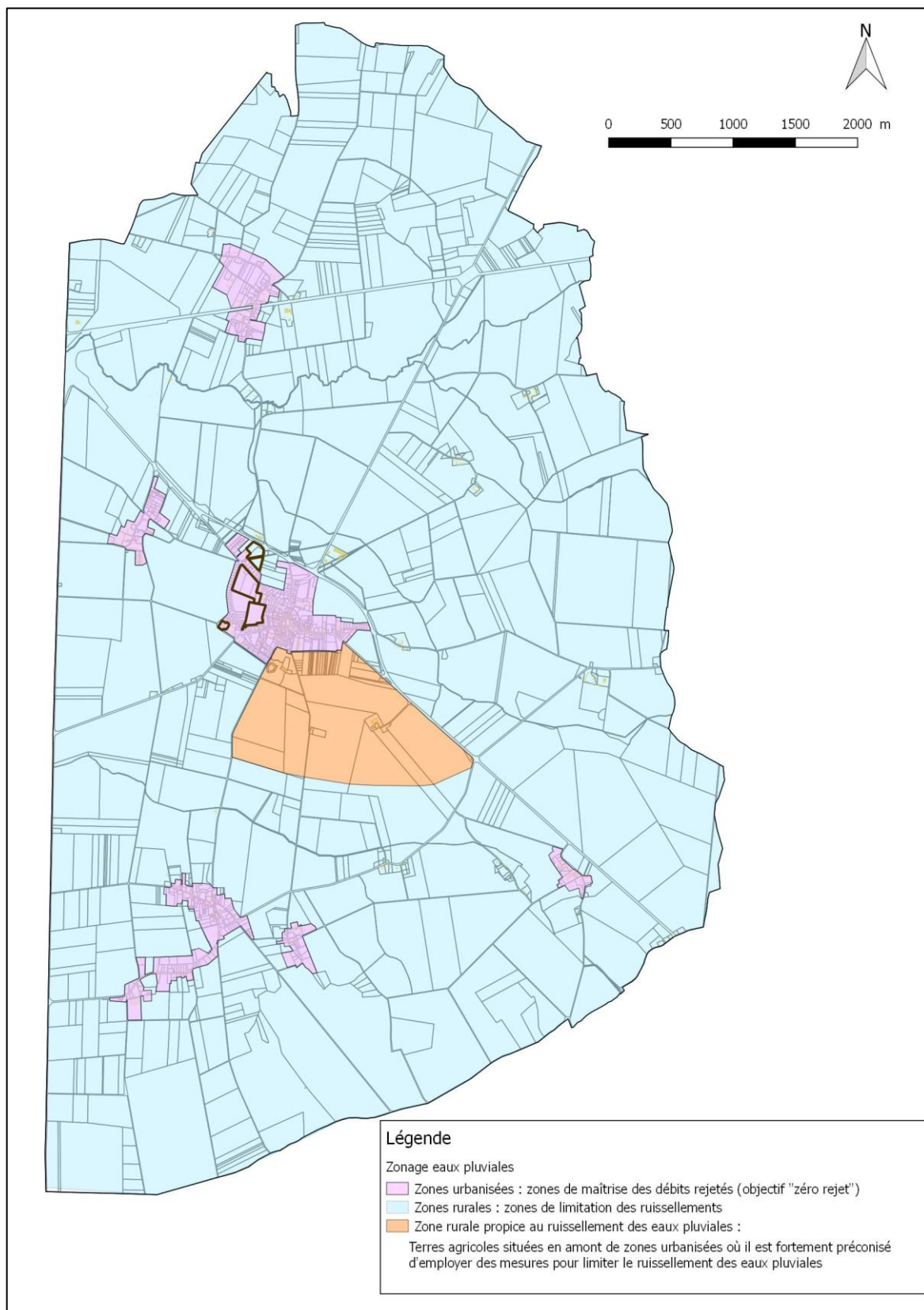
ANNEXES

ANNEXE 1

CARTES DES PROJETS DE ZONAGES EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES



Projet de zonage Eaux Usées (Commune)



Projet de zonage Eaux Pluviales

ANNEXE 2 :

CARTES DES ZONAGES EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES EN VIGUEUR

